



Déclaration intersyndicale

CSA FSSSCT départemental du 13 novembre 2025

Mesdames, Messieurs les membres de la formation spécialisée,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour évoquer la santé, la sécurité et les conditions de travail des personnels de l'EN.

Or force est de constater que ni notre santé, ni notre sécurité, ni nos conditions de travail ne sont réellement prises en compte par l'institution malgré les bonnes intentions affichées : pire, elles se dégradent chaque année un peu plus. Nous en faisons régulièrement le constat au travers des différentes visites d'établissement et analyses du RSST. Nos collègues vivent une réalité bien éloignée de la communication ministérielle visant à promouvoir le métier d'enseignant·e. Ce n'est pas à coup de spots publicitaires que l'on peut espérer restaurer l'attractivité : preuve en est, les dates d'inscription aux concours sont à nouveau repoussées cette année. Les conditions salariales sont les pires d'Europe certes, mais ce sont aussi les conditions de travail qui font aujourd'hui figure de repoussoir.

Le choc des savoirs, les effectifs souvent pléthoriques, l'inclusion à marche forcée, le manque d'AESH et de places en établissements spécialisés, les changements des programmes non accompagnés, la pression sur les élèves et sur les collègues dans le cadre de Parcoursup, le manque de personnel de direction, le recrutement de contractuels non formé·es, la montée des incivilités voire agressions, la valse des Ministres et de leurs injonctions contradictoires, le manque de cohérence, de moyens à tous les niveaux... Autant d'éléments qui mettent les personnels de plus en plus en difficulté. Les risques psycho sociaux explosent.

Aussi pourrait-on, a minima, éviter de provoquer des tensions supplémentaires dans un climat déjà fortement dégradé, comme nous avons pu le constater lors de notre visite au Lycée J. Dupuy.

En effet, un nombre significatif d'agents ont fait état, à l'oral comme à l'écrit, d'une souffrance au travail directement liée à un management perçu comme anxiogène. Cet environnement a particulièrement compliqué le rôle des membres de la FS, dans la mesure où la crainte de représailles exprimée par les agents a limité la fluidité et la sérénité des contacts et des échanges nécessaires à l'exercice de notre mission.

La présence de Monsieur le Secrétaire Général, et dans certains cas ses interventions, semble avoir eu pour effet de complexifier l'écoute des préoccupations des personnels et, par ricochet, de

contribuer à un climat de défiance et de tension. Nous souhaitons échanger au cours de la séance sur le sujet.

L'impact notable du style de management sur la santé mentale des personnels n'est plus à démontrer, dans l'Education Nationale comme ailleurs. Une prise de conscience doit s'imposer aux personnels de direction, une formation continue leur être proposée sur ce sujet.

Dans un autre registre, nous avons à nouveau constaté que les assistants de prévention ne peuvent exercer leurs missions par manque de temps et de formation certes, mais aussi d'impulsion de la direction. Là aussi, à quand un changement des pratiques ? A quand la prise en compte des orientations ministérielles et a minima le respect des textes ? Comme partout : absence de DUER, ignorance du RSST, sans parler de l'existence d'un quelconque Plan de Prévention...

Prévenir ou guérir ? Pour l'institution, ce n'est visiblement ni l'un ni l'autre !

Dans une période où nous honorons la mémoire de nos collègues mort·es d'enseigner, rappelons que la valeur de notre système d'Education c'est avant tout celle des personnels qui s'y sont engagés : donnons leur le respect qu'ils méritent. Il est plus que temps de garantir à chaque agent la dignité, la sécurité et la sérénité indispensables à l'exercice de son métier.

Tarbes, le 13 novembre 2025